

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 75

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

A SAVOIR

LA MARCHÉ TURQUE DE SEGOLENE.

Elle est royale dans l'art de la défausse et vient de le prouver une fois de plus à propos de la candidature turque à l'adhésion à l'Union Européenne. Aux questions des journalistes, elle s'est contentée de répondre que son «opinion serait celle du peuple français», faisant allusion au référendum sur le sujet promis par Chirac. Mais elle, qu'en pense-t-elle ? Suit-elle la ligne de son parti, favorable à l'élargissement de l'Union au risque d'accroître les délocalisations, d'accélérer les phénomènes migratoires et de tirer vers le bas les salaires et les conditions de travail, comme c'est le cas depuis le passage à l'Europe à 25 ? Quand on est candidate aux plus hautes fonctions, se replier sur le « respect de la décision du peuple » sans préciser le fond de sa pensée relève de la démagogie.

LES CANDIDATS A LA ZONE EURO SE REBIFFENT

contre les critères du traité de Maastricht, dont ils sont encore très éloignés et qu'ils ne pourront atteindre qu'au prix d'une cure d'austérité dont pâtiront leurs populations. Et à grands coups de mensonges de leurs gouvernements, comme c'est notoirement le cas en Hongrie où les déficits publics dépasseront 10% du PIB en 2006. En Lituanie et en Estonie, l'inflation est supérieure aux 3% annuels de Maastricht, en République tchèque, les comptes publics dérapent. Alors camarades nouveaux venus dans l'UE, n'hésitez pas à demander dans les pays de la zone euro quels sont les effets de l'application des critères de Maastricht, on vous en causera...

LA CHINE ET L'INDE EN AMERIQUE LATINE.

Les deux géants asiatiques investissent à tout va en Amérique latine de même qu'ils y multiplient les accords commerciaux. Ainsi, la Chine a conclu un accord de libre-échange avec le Chili, et un contrat de 11 milliards de dollars avec le Venezuela dans les secteurs du pétrole et des transports publics. Quant aux investisseurs indiens, ils ont dirigé 45% du total de leurs placements vers les marchés latino-américains.

EDITO : AVEC LA MONDIALISATION TOUT PROLIFERE, LE NUCLEAIRE COMME LA MISERE

Même si les spécialistes mettent en doute la réussite de l'essai, l'explosion nucléaire à laquelle a procédé la Corée du Nord provoque une secousse qui va bien au-delà de la péninsule asiatique. Le spectre d'une prolifération nucléaire généralisée hante la planète, de Pyongyang à Téhéran, en passant par le Brésil et l'Egypte, qui ont lancé des travaux d'enrichissement ou s'apprêtent à le faire.

Posons d'emblée un premier principe : la dissémination de l'arme nucléaire fait peser un grave danger pour l'avenir de l'humanité, et nous devons nous y opposer au-delà de toute autre considération. Le péril est d'autant plus grand lorsque ce sont des régimes aussi peu recommandables que la dictature de Kim Jong-il ou les mollahs iraniens qui s'efforcent de détenir des armes atomiques. Mais si cette condamnation s'impose en toute priorité, elle reste insuffisante pour faire avancer la cause de la paix. Car force est de constater aussi que la mondialisation financière et son corollaire, l'impérialisme belliqueux des Etats-Unis, aggravent les tensions internationales dont se repaissent les tyranneaux du genre du maître de Pyongyang.

Ainsi faut-il rappeler que de 1999 à 2005, des négociations très avancées entre les deux Corées, les Etats-Unis, la Chine, la Russie et le Japon avaient soulevé des espoirs de pacification de la région. Mais en 2005, le gouvernement américain, arguant de soupçons de blanchiment d'argent de la part de la Corée du Nord, prit des mesures de rétorsions financières contre ce pays, lequel à son tour décida de claquer la porte des négociations.

Prix Nobel de la paix 2000, ancien président de la Corée du Sud et architecte de la réconciliation avec le Nord, Kim Dae-jung ne mâche pas ses mots pour qualifier la politique de Washington. « Les néoconservateurs américains ne veulent pas la paix dans cette région », a-t-il déclaré au Monde Diplomatique en septembre dernier, « ce sont des dogmatiques (..) Ils font pression sur Tokyo pour qu'il impose aussi des sanctions, ce qui aggrave les mésententes régionales. Celles-ci, à leur tour, fournissent un prétexte à la droite japonaise pour réclamer le réarmement du Japon. Ce qui augmente la méfiance de la Chine. C'est une spirale fort dangereuse ».

En ce qui concerne l'Iran, aussi légitime que soit la pression internationale pour empêcher ce pays de se doter d'armes atomiques, les grandes puissances seraient plus crédibles si elles se prononçaient pour la dénucléarisation de tous les pays situés sur le grand arc de crise qui parcourt le sud de l'Asie, du Moyen Orient jusqu'au détroit de Formose, en passant par la frontière indo-pakistanaise. Autrement dit : Israël, membre clandestin du club atomique, et que les spécialistes estiment doté de quelque 200 têtes nucléaires, l'Inde et le Pakistan – ces trois nations n'étant pas signataires du Traité de Non Prolifération – devraient être fermement engagées à abandonner leur programme nucléaire (suite)

militaire. Faute de quoi Téhéran trouvera une justification à la poursuite du sien.

N'oublions pas d'ailleurs qu'en matière de désarmement, l'hypocrisie fait loi. Ce sont les pays qui se sont doté d'armes nucléaires après la Seconde Guerre Mondiale, qui ont procédé à de multiples essais avec les conséquences environnementales que l'on connaît, et dont l'un d'entre eux a utilisé par deux fois cette arme terrible contre son ennemi, qui font la leçon aujourd'hui au reste du monde...Et qui continuent à produire et à exporter chaque année des quantités considérables d'armes conventionnelles, pour un montant de plusieurs centaines de milliards de dollars !

Glorifiée dans les années 90 comme une garantie de paix et de développement universels, la mondialisation financière présente, dans les années 2000, son véritable visage : inégalités croissantes – une étude du Boston Consulting Group vient de

révéler que sept millions de millionnaires possèdent 28% de la richesse mondiale ; gonflement de la misère au Sud, où les bidonvilles ne cessent de croître autour des grandes villes, cependant que gonflent les bulles spéculatives dans les bourses des pays du Nord ; recul social généralisé, au point que la Croix Rouge déplore la propagation de la tuberculose en Europe, où elle était naguère presque éradiquée (450 000 cas, 70 000 décès).

Ajoutons à cela la montée des fanatismes religieux et des nationalismes, la multiplication des conflits régionaux malgré le gendarme américain (ou à cause de lui), la crise environnementale : si la mondialisation du capital progresse, les sociétés du monde régressent. Tant que cette situation perdurera et s'aggravera, notre planète sera une poudrière. Pour changer le cours des choses, il faut une politique de gauche basée sur la solidarité des peuples, avec la volonté de s'opposer au capital financier qui hypothèque leur avenir.

HUMEUR : TOURNANT AUTORITAIRE AUX ETATS-UNIS. L'universitaire et journaliste Philip Golub revient sur le vote de lois liberticides par le Congrès américain. Sur le site Internet du Monde Diplomatique : www.monde-diplomatique.fr

La loi votée par les deux Chambres du Congrès des Etats-Unis fin septembre (H.R 6166, 109yh Congress, 2nd Session), la Military Commissions Act « autorisant des procès confiés à des commissions militaires », formalise le tournant autoritaire de l'Etat américain en attribuant des pouvoirs exorbitants à l'exécutif et en légalisant l'arbitraire d'Etat, y compris la torture. Grâce à cette « loi tyrannique », selon l'expression du New York Times, l'exécutif obtient le droit « d'arrêter et de détenir indéfiniment sans espoir d'appel » les personnes définies par l'Etat comme des « ennemis combattants illégaux » ; de contourner les Conventions de Genève en définissant dans le secret les « méthodes d'interrogation » coercitives « autorisées » (par le Président) ; de priver les détenus du droit d'habeas corpus (le socle du droit libéral anglo-saxon permettant aux détenus de contester leur arrestation devant un juge) et du droit de former un recours devant une juridiction civile ; et de présenter des éléments de preuve secrets obtenus par la coercition physique et morale.

Pour la très grande majorité des constitutionnalistes américains, il ne fait aucun doute que le système constitutionnel américain est profondément remis en cause. « Nous sommes en train d'abandonner un système fondé sur la démocratie représentative pour dériver vers le césarisme », écrit le juriste Sanford Levinson de l'Université du Texas. Vincent Warren, directeur du Center for Constitutional Rights (centre des droits constitutionnels) affirme que « les Etats-Unis ont rejoint le rang des nations qui autorisent la détention

indéfinie sans procès, et la torture ». Selon Jack M. Balkin de l'Université Yale, la Military Commissions Act « retire du système pénal des millions de résidents non-citoyens...pour les rejeter dans un système parallèle dans lequel ni l'Habeas Corpus ni le Bill of Rights (charte des droits fondamentaux) ne s'appliquent (...) Un système de lois permettant cela n'est pas conforme aux principes d'une république démocratique ».

Encart publicitaire

**formation
& citoyenneté**

est une association agréée pour la formation des élu-e-s territoriaux. Elle s'inscrit dans la mouvance de la gauche progressiste, citoyenne et écologiste pour la recherche de convergences vers une alternative politique. Les formations dispensées associent approche conceptuelle, acquisition de savoirs et réflexion critique sur les pratiques. En plus des formations programmées, Formation et citoyenneté, peut répondre à des commandes de collectivités, de groupes ou d'associations d'élus-e-s.

Siège administratif : 21ter Rue Voltaire 75011 Paris Tel : 0143790923 Fax : 0143793209

Web : www.formationcitoyennete.org
courriel : contact@formationcitoyenneté.org